

Louis GILL

Économiste, retraité de l'UQÀM

(1993)

“Le Néo-Libéralisme, un retour en arrière.”

Propos recueillis par Éric Houle et Daniel Laprès

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
Professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
[Page web](http://www.uqac.ca/~jmt/). Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois
Professeur retraité de l’UQAM

“Le Néo-Libéralisme, un retour en arrière.”

Propos recueillis par Éric Houle et Daniel Laprès. Un article publié dans la revue **VIRTUALITÉS**. Pour l’éclosion des potentialités émancipantes, vol. 1, no 3, novembre 1993, pp. 16-22. Dossier intitulé : “Critique du néo-libéralisme.”

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l’UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l’économie internationale, l’économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur le 11 janvier 2005 de diffuser cet article en accès libre à tous dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 14 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 27 mai 2015 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



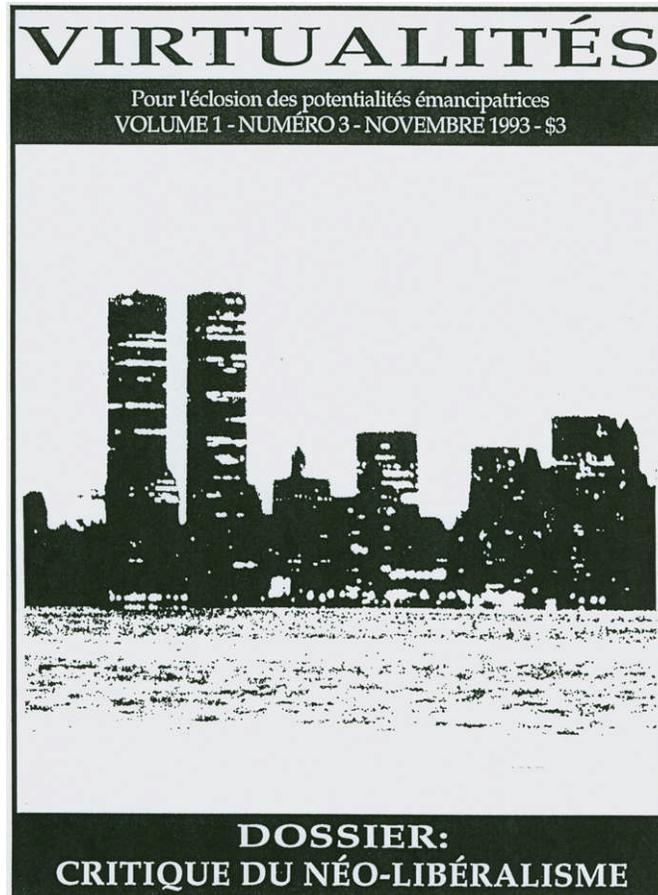
Un grand merci à l'auteur pour avoir accepté avec enthousiasme de réviser le texte numérique de cet article avant diffusion dans Les Classiques des sciences sociales.

Merci beaucoup.
Jean-Marie.

Mercredi, le 27 mai 2015.

Louis Gill
[économiste, retraité de l’UQÀM.]

“Le Néo-Libéralisme, un retour en arrière.”



Propos recueillis par Éric Houle et Daniel Laprès. Un article publié dans la revue **VIRTUALITÉS**. Pour l'écllosion des potentialités émancipantes, vol. 1, no 3, novembre 1993, pp. 16-22. Dossier intitulé : “Critique du néo-libéralisme.”

[16]

Louis Gill

“Le Néo-Libéralisme, un retour en arrière.”

Propos recueillis par Éric Houle et Daniel Laprès. Un article publié dans la revue *VIRTUALITÉS*. Pour l'éclosion des potentialités émancipantes, vol. 1, no 3, novembre 1993, pp. 16-22. Dossier intitulé : “Critique du néo-libéralisme.”

LOUIS GILL est professeur au Département de Sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal. Il œuvre depuis plusieurs années au sein de plusieurs milieux progressistes québécois. Auteur de nombreux articles et livres, il a notamment publié L'économie capitaliste : une analyse marxiste (1976, aux Presses socialistes internationales) et Les limites du partenariat (1990, aux Éditions Boreal). M. GILL a bien voulu contribuer à notre dossier sur le libéralisme en acceptant cette entrevue. Eric Houle et Daniel Laprès ont rencontré Louis GILL pour Virtualités :

Virtualités : - **Que faut-il entendre et comprendre par le terme de « néo-libéralisme » ?**

Louis Gill : - On utilise généralement le terme « néo-libéralisme » pour caractériser le cours qui s'est engagé depuis les années 80 dans la plupart des sociétés occidentales. En fait, quand on parle de néolibéralisme, on pense spontanément à Ronald Reagan, Margaret Thatcher et, plus près de chez nous, à Brian Mulroney et à tous les autres politiciens qui se sont engagés dans le sillage de cette philosophie économique. En fait, il s'agit d'une philosophie économique qui se fonde sur ce qui est identifié par ses tenants comme l'échec des politiques anté-

rieures, soit celles qui furent en vigueur depuis les années 30 dans l'ensemble des pays capitalistes industrialisés.

Si on retourne un peu en arrière, on constate que, jusqu'aux années 30, l'économie fonctionnait selon les normes du libéralisme. Pour préciser, il s'agissait alors du fonctionnement de l'économie capitaliste laissée à elle-même. Cependant, on sait que l'économie capitaliste, ainsi laissée à elle-même (et même lorsqu'elle n'est pas laissée à elle-même) a tendance, périodiquement, à s'engouffrer dans des crises. Et les crises économiques se sont succédées pendant toute la période du 19^e siècle. Par la suite, au début du 20^e siècle, c'est d'abord la Première Guerre mondiale qui a permis d'éviter qu'une nouvelle crise en bonne et due forme se produise, tout en remplissant à sa place, et avec une ampleur beaucoup plus grande, la fonction de destruction de la valeur qui est inhérente aux crises. Celle-ci a été suivie d'une période qui, très rapidement, a commencé à montrer de nouveaux signes de faiblesse, jusqu'à l'éclatement de la grande crise de 1929.

"Privatiser l'économie, cela signifie privatiser des entreprises qui étaient publiques. Mais cela veut dire aussi beaucoup plus, au sens où cela implique tout un ensemble de mesures donc l'effet est de donner au fonctionnement du secteur public les normes du secteur privé."

C'est à cette occasion que des économistes et politiciens ont commencé à s'interroger et à rechercher des moyens de résoudre ce problème de crises, ce qui donna lieu à ce qui est nommé la « révolution keynésienne », du nom de l'économiste britannique John Maynard Keynes qui, en 1936, a publié sa [*Théorie générale de l'intérêt, de l'emploi et de la monnaie*](#). Dans sa théorie, Keynes proposait que l'économie ne soit plus laissée à elle-même, et qu'au contraire l'État intervienne systématiquement de diverses manières en tant que relais et soutien à la fois de l'activité privée. En un mot, l'analyse de Keynes

stipulait que, laissée à elle-même, l'économie capitaliste ne peut arriver à sortir de sa crise. Par conséquent, il faut que les gouvernements interviennent et procèdent eux-mêmes à une certaine activité et à des dépenses, par lesquelles se créent les conditions favorables à la relance de l'investissement privé.

Ce sont donc ces politiques qui ont été en vigueur pendant un demi-siècle, à partir de 1936, pour en arriver à localiser au milieu des années 80 le plus fort de l'émergence du néo-libéralisme.

[17]

Virtualités : — La montée du néo-libéralisme s'est accompagnée simultanément par celle de ce qu'on nomme le « néo-conservatisme ». S'agit-il de deux notions distinctes, ou plutôt d'une seule et même chose ?

Louis Gill : - Quand on dit « néo-libéralisme », cela signifie "revenir au libéralisme". Certains préfèrent le terme « néo-conservatisme », parce qu'en jargon politique on identifie souvent les politiques néolibérales aux partis conservateurs qui les appliquent. Mais peu importe le terme avec lequel on caractérise ces orientations, ce qui importe est leur contenu, qui prône un retour à un fonctionnement économique qui est essentiellement celui de l'entreprise privée.

Cependant, cela ne veut pas dire nécessairement qu'il n'existe plus que l'entreprise privée. Evidemment, l'une des dimensions importantes du néolibéralisme consiste en la privatisation. Dans l'après Deuxième guerre mondiale, comme expression d'une des mesures du keynésianisme, on a vu dans plusieurs États d'Europe (Angleterre, France, Allemagne, etc..) se constituer de très forts secteurs étatiques, compris non seulement au sens du secteur public traditionnel, mais également aux niveaux industriel, commercial et des transports. On sait qu'il y eut au lendemain de la guerre une foule d'entreprises qui ont été soit constituées de toutes pièces par l'État, soit reprises en main parce qu'existant déjà, pour devenir des entreprises étatiques, publiques. On peut penser à Renault, en France, ou beaucoup plus tard au Québec à Sidbec, qui sont des exemples parmi des centaines d'autres.

Le retour en arrière auquel on assiste aujourd'hui implique un chemin en sens inverse. On veut privatiser, on déclare que l'État a pris

trop de place, en somme que ces entreprises devraient être des entreprises privées. Ce problème est jumelé au problème de la dette publique, car on en fait une manière de s'en libérer partiellement. En fait, c'est beaucoup prétendre que de s'en libérer, car on utilise les revenus découlant de ces ventes pour éponger un peu la dette, mais après, l'État n'a plus rien en main au niveau de l'activité industrielle.

"Progressivement, l'État se dégage de responsabilités, s'orientant vers le retour de l'État Payant. On remet à l'entreprise l'administration des aéroports, des musées, en somme de ce qui a été du domaine public et qui tend à redevenir du domaine privé."

Virtualités : — Mais quand on entend parler de « privatisation de l'économie », s'agit-il seulement de la vente des entreprises publiques ?

Louis Gill : - Il est vrai qu'il s'agit là d'une dimension de la privatisation de l'économie, mais ce n'est pas exclusivement de cela qu'il est question lorsqu'on parle de reprivatiser l'économie. Privatiser l'économie, cela signifie privatiser des entreprises qui étaient auparavant publiques, que l'on transforme et que l'on vend à l'entreprise privée. Mais cela veut dire aussi beaucoup plus, au sens où cela implique tout un ensemble de mesures dont l'effet est de donner au fonctionnement du secteur public les normes du secteur privé.

Par exemple, prenons l'éducation et la santé : ce qui était gratuit auparavant, ce qui était de l'ordre de la consommation publique, de masse, accessible à tout le monde, indépendamment des conditions sociales de rang et de revenu, est aujourd'hui remis en question. Ces conquêtes démocratiques que furent l'éducation et la santé sont désormais menacées. On essaie de reprivatiser ces secteurs, au sens où on veut transformer ce qui est du domaine de la consommation publique pour en faire quelque chose qui redevient du domaine de la

consommation privée, en un mot qui devient « payant » au sens de ce qui rapporte à celui qui y investit.

Bien entendu, quand l'État investit des fonds, comme par exemple dans l'éducation, il ne le fait pas pour en retirer un profit. Mais à partir du moment où cette activité commence à fonctionner selon les normes du privé, cela signifie que désormais on fait payer. Payer non pas en vue d'en faire une activité immédiatement rentable, mais ce faisant, on donne tout de même un certain contenu [18] de rentabilisation à l'activité, notamment par le ticket modérateur et d'autres mesures du même genre, qui font que l'on crée dans un premier temps « des » types d'enseignement, « des » types de soin de santé (un secteur privé et un secteur public). Un de deuxième ordre, moins qualifié et difficilement accessible avec des longues files d'attente, avec un autre où l'on paie et où l'on obtient alors de meilleurs services.

C'est cela le sens du retour en arrière dont je parle. Quand on dit qu'il y a des privatisations, non seulement au niveau de la reprivatisation comme telle des entreprises publiques, on sous-entend également que l'on donne le caractère des niveaux privés à quelque chose qui était devenu public, et par conséquent largement accessible à la population. Cela implique que l'on réintroduit une tarification, qu'on essaie d'instaurer des normes de productivité du travail qui sont du même type que celles qui régissent le secteur privé.

Virtualités : - Si l'on suit la logique de votre propos, il faudrait comprendre que l'appareil de l'État lui-même en est arrivé à se modéliser sur le secteur privé ?

Louis Gill : - Le Gouvernement du Québec, depuis environ un an, en soumettant ses propositions aux employés du secteur public, veut récupérer un certain pourcentage de la masse salariale en augmentant la productivité. Ce sont ces normes qui impliquent que progressivement, l'État se dégage de responsabilités, s'orientant vers le retour de l'État-payant. On remet à l'entreprise privée l'administration des aéroports, des musées, en somme de ce qui a été du domaine public et qui tend à redevenir du domaine privé. En somme, si l'on veut schématiser, on peut considérer qu'il s'agit là de l'ensemble des mesures qui sont mises de l'avant à l'enseigne du néo-libéralisme.

Virtualités : — Le discours qui domine actuellement prétend que les politiques néo-libérales s'imposent à cause de la mondialisation des marchés. On nous affirme que si on veut, comme société, devenir prospères, nous n'avons pas le choix : devenons compétitifs, concurrentiels, développons une main-d'oeuvre « flexible », éliminons le déficit public. Voilà pour les mots d'ordres. Pourtant, plus ces politiques prétendument liées aux exigences de la mondialisation économique sont appliquées, plus l'état de la société se détériore. Selon vous, comment devrait-on réagir à ces orientations ?

"Le développement actuel s'effectue dans un cadre contradictoire, qui est celui de la propriété privée, du profit privé et individuel. Par conséquent, ce développement s'établit dans la recherche d'un cadre qui est celui de la concurrence, de l'accumulation privée, au bénéfice d'une poignée d'individus et au détriment de la masse de la population mondiale."

Louis Gill : - D'abord, c'est un fait indéniable que l'économie se mondialise de plus en plus. C'est non seulement indéniable, mais c'est aussi inévitable. A l'aube du capitalisme, on est parti d'un état où les individus étaient regroupés en petites agglomérations et vivaient en autarcie. Mais petit à petit, les marchés nationaux se sont développés au-delà d'eux-mêmes, et ce comme conséquence directe du développement des forces productives qui, en prenant de plus en plus d'ampleur, débordent les cadres étroits dans lesquels elles se sont développées. Elles débordent alors les cadres nationaux, pour se déployer inévitablement au niveau mondial qui est leur milieu naturel. Donc personne ne peut contester cela et ne peut regretter que les choses évoluent ainsi, parce qu'en même temps c'est la base matérielle qui se met en place pour une grande universalisation et une grande communication à l'intérieur de la population du globe.

Mais tout réside dans le fait de savoir comment ce développement s'effectue. On sait très bien qu'il se fait dans un cadre contradictoire, qui est celui de la propriété privée, du profit privé et individuel. Par conséquent, ce développement s'établit dans la recherche d'un cadre qui est celui de la concurrence, de l'accumulation privée, au bénéfice d'une poignée d'individus et au détriment de la masse de la population mondiale. Alors, en même temps que se développe ce cadre idéal qu'est la mondialisation pour créer les bases matérielles d'une émancipation future, il faut constater que tant qu'on en reste encore sous le joug du capital, il demeure impossible de réaliser [19] concrètement cette émancipation possible.

Quand on entend nos représentants politiques nous dire que « nous n'avons pas le choix », on pourrait fort bien leur demander s'ils ont le goût de faire autre chose. Car ce n'est pas tellement une question de choix, mais plutôt de savoir quel est l'intérêt qu'ils poursuivent. On sait que les politiciens qui sont au pouvoir sont surtout les représentants des nantis, de ceux qui possèdent les moyens de production et qui en profitent. Alors si les élus affirment qu'ils sont pris dans un certain engrenage, cela est vrai dans un certain sens. Mais s'ils voulaient dire par là qu'ils souhaiteraient faire autre chose, mais qu'ils sont impuissants à le faire à cause du contexte, on pourrait se poser des questions sur leur sincérité, car en fait cela ne les intéresse pas. Ce qui les intéresse est plutôt de profiter du système, en utilisant pour ce faire les moyens qui sont à leur disposition.

Alors, est-ce que l'abolition des barrières tarifaires, l'accroissement du commerce mondial, qui nous sont toujours présentés comme porte de sortie de la crise et moyen d'assurer la croissance, sont véritablement porteurs de la croissance ? Peut-on encore aujourd'hui le croire ? Le commerce mondial a certes augmenté au cours des dernières années, mais la croissance n'a pas pour autant apparue. On nous dit qu'on est sorti de la récession, mais la croissance demeure à toutes fins utiles négligeable. Et si encore ce peu de croissance réussissait à résoudre au moins partiellement le problème du chômage, on pourrait constater à un effet positif. Mais il n'y en a aucun.

Aujourd'hui, on parle de plus en plus d'une croissance sans emplois. D'ailleurs, il devient de plus en plus évident qu'il ne peut y avoir de diminution significative et durable du chômage dans le cadre du système actuel. Il ne faut pas se faire d'illusions là-dessus.

Ainsi, alors que l'on affirme que le commerce mondial et l'abolition des barrières tarifaires sont la base de la solution, parce que par ces biais on créerait les moyens de réduire le plus possible les prix des biens de consommation, de manière à ce que la majorité de la population en profite, il faudrait cependant souligner que des consommateurs à qui on aurait fait miroiter la perspective de prix réduits (encore faudrait-il que cela se produise véritablement) seraient loin de voir leur situation améliorée s'ils devaient se trouver sans emploi, donc sans salaires pour acheter ces mêmes biens. Ceci pour la simple raison que la concurrence aurait éliminé leurs emplois dans le cadre des grandes opérations qui se déroulent présentement avec la constitution de blocs concurrentiels à grande échelle (Europe, Asie, Amérique du Nord, etc.). Tout cela nous oblige à constater que le credo néo-libéral, à ce niveau, démontre sa faillite et son incapacité à résoudre les problèmes actuels.

"Quand on entend nos représentants politiques nous dire que « nous n'avons pas le choix », on pourrait fort bien leur demander s'ils ont le goût de faire autre chose. Car ce n'est pas tellement une question de choix, mais plutôt de savoir quel est l'intérêt qu'ils poursuivent."

Virtualités : - Pourtant, certains pays se sont donnés, dans l'histoire contemporaine, des régimes politiques ayant des orientations différentes, plus socialistes si l'on peut dire, comme le Chili sous Allende, le Nicaragua avec les sandinistes, et même la Suède de l'époque social-démocrate, entre autres exemples. Mais toutes ces tentatives ont en bout de ligne, et pour diverses raisons, échoué. Aujourd'hui, dans un monde que l'on proclame comme étant de plus en plus interdépendant, et dans les conditions capitalistes actuelles de la mondialisation, un pays peut-il encore se permettre d'aller à contre-courant ? Ne risque-t-il pas d'être étouffé lui aussi par la logique du capital ?

Louis Gill : - En fait, le grand drame est que cela ne se pose pas véritablement en termes d'État par rapport à un autre. Cela se pose en termes de savoir qui est au pouvoir dans l'État. Si je dis que c'est là un grand drame, c'est que même si la classe ouvrière, en un mot celle qui regroupe l'ensemble de la population travailleuse, place au pouvoir des partis plus proches de ses intérêts, cela n'équivaut pas en bout de ligne à des changements réels et durables. Par exemple en France, un gouvernement socialiste a été élu en 1981, et [20] plus près de nous, en Ontario, un gouvernement social-démocrate, donc sensé être plus proche des intérêts de la population, est au pouvoir depuis 3 ans. Mais ces partis, en définitive, se sont trouvés à réaliser la politique des partis bourgeois. Et en Suède, qui constituait jusqu'à tout récemment encore le modèle social-démocrate dont on s'inspirait beaucoup ici et dont certains s'inspirent encore, on doit constater que la crise a profondément bouleversé le modèle suédois.

Le problème est que ces partis-là furent portés au pouvoir, par un mouvement massif de la population travailleuse qui aspirait au changement. Donc, on peut percevoir très clairement qu'un besoin de changement s'exprime, et ce dans plusieurs régions du monde. Le mécontentement s'exprime partout, même s'il prend des formes différentes selon les pays.

Cela veut dire que la population voudrait voir autre chose, mais les formes de cette manifestation de rejet n'ont pas encore donné lieu à un tant soit peu de formes de concertation internationale, sans laquelle le changement demeure illusoire. Il est évident que tant que les pays, et particulièrement les principaux pays du monde, les pays industrialisés, seront dominés par des politiques qui s'effectuent au compte du capital, et tant qu'il n'y aura pas véritablement un mouvement sur la base des objectifs exprimés par la masse de la population et véhiculés jusqu'au niveau du gouvernement, le changement restera lettre morte.

Bien entendu, la forme d'un tel changement ne consistera pas en ce que du jour au lendemain on procède à des nationalisations massives et qu'on organise des mesures de planification de l'économie. Car il y a un autre passif extrêmement lourd dont il faut se débarrasser, qui est en l'occurrence celui de la gestion bureaucratique stalinienne de l'économie. Celui-ci a eu pour effet, non seulement de détourner les travailleurs et les travailleuses à l'Est contre la perspective du socialisme,

mais aussi d'accréditer encore plus la thèse selon laquelle il n'y aurait pas d'autre issue que le capitalisme.

Alors le problème est extrêmement complexe, et ce genre de situation historique ne se règle pas en quelques années. Cela veut dire que nous en sommes maintenant à l'heure de la recomposition, et il faut élaborer les formes motrices qui lui sont liées. Il faut absolument que la population travailleuse renoue avec les traditions de l'internationalisme, quelles qu'en soient les formes élémentaires initiales. Il faut que des liens nouveaux se tissent, car la bourgeoisie est tellement liée au niveau international, avec la mondialisation de l'économie, le caractère multinational des entreprises et l'organisation de la production, que s'il n'y a pas de contreponds minimal au niveau de la population travailleuse et des syndicats, et ce à l'échelle internationale, des changements réels ne pourront jamais voir le jour.

"Aujourd'hui on parle de plus en plus d'une croissance sans emplois. D'ailleurs, il devient de plus en plus évident qu'il ne peut y avoir de diminution significative et durable du chômage dans le cadre du système actuel. Il ne faut pas se faire d'illusions là-dessus."

C'est pour cela que quand on parle de perspectives, quiconque prétendrait détenir un projet radical et immédiat serait à mon avis quelqu'un qui rêve en couleurs. Il faut vraiment commencer à travailler pour établir des liens, à faire un peu comme vous le faites à REFONDATIONS (même si j'en sais très peu là-dessus), en abordant, au niveau des jeunes en particulier, les problèmes qui se présentent. D'ailleurs, il y a chez les jeunes un grave problème de désillusion, qui est aggravé par le fait que, notamment ici à l'Université, le type de vie étudiante qui existait dans les années 70 n'existe plus aujourd'hui, parce que les étudiants ne sont souvent que de passage à l'Université,

ayant un emploi à assumer en plus de leurs études. Ils sont pris de front par les problèmes économiques.

C'est à travers une telle situation qu'il faut trouver moyen de reconstituer un véritable mouvement qui soit voué à la défense des intérêts de la grande majorité de la population. Mais à ce niveau, il y a tout, sauf une formule magique.

Virtualités : - Selon vous, cette tâche de rassemblement exige qu'elle s'établisse sur des bases [21] nouvelles. Il faut donc faire du neuf, ce qui implique de ne pas reproduire les expériences souvent malheureuses qu'ont amenées la plupart des groupuscules et chapelles d'extrême-gauche, notamment dans le Québec des années 70 et 80. En somme, ne vous semblerait-il pas nécessaire, selon vous, de se démarquer catégoriquement des épaves de cette époque révolue que sont les groupuscules encore existants, et ce tant du point de vue de leurs pratiques que de leurs approches ?

Louis Gill : - En effet, je ne crois pas qu'il y ait grand chose à faire avec cela. Ces groupes sont épouvantablement discrédités, parce qu'ils ont la plupart du temps vraiment mené une politique sectaire, extrémiste et d'exclusive. C'est évident que le point de départ ne devra pas reposer sur ce qui reste de ces groupes et pratiques. Un point de départ fécond ne peut que reposer sur le regroupement large, souple, à partir de bases très minimales, mais surtout d'ouvertures, de discussions, de recherche d'avenues communes.

On ne peut donc s'attendre à ce qu'il se produise de changement réel s'il n'y a pas de mouvement de masse qui se développe, en un mot si les opprimés et les exploités ne sont pas rejoints, car sinon certains d'entre eux iront certainement vers les chapelles sectaires des groupuscules extrémistes, dans lesquelles on oublie que l'on ne peut pas prendre comme point de départ la réalisation du but que l'on poursuit. Autrement, c'est un cercle vicieux. Il faut partir de ce qui existe, donc de pas grand chose, puis surtout dégager à chaque étape des moyens nouveaux de progresser. Et pour cela, il n'y a pas de recettes a priori. C'est pourquoi il demeure une attitude qui me paraît fondamentale, et c'est l'ouverture, le rejet de toute exclusive, de tout dogmatisme. C'est là une dimension absolument fondamentale.

Virtualités : — Ne croyez-vous pas cependant que la tâche de rassemblement exige au départ des enjeux clairement identifiés, ceci pour ne pas tomber dans le « rassembler pour rassembler » et l'activisme ? Et puisqu'il s'agit de rassembler sur des bases nouvelles, ne croyez-vous pas que la crise du travail représente un enjeu central en vue d'une recomposition politique de la gauche démocratique ? Si l'on pense à l'impact des technologies sur la production matérielle, qui accroissent considérablement la production de richesses, tout en diminuant le travail humain nécessaire, on peut voir que la diminution radicale du temps de travail, liée à une répartition plus équitable des richesses, n'est potentiellement plus de l'ordre d'une utopie. Il peut d'ailleurs s'agir d'une base de revendications nouvelles, en fonction desquelles peut s'effectuer la recomposition dont vous parlez...

"Nous en sommes maintenant à l'heure de la re-composition, et il faut élaborer les formes motrices qui lui sont liées. Il faut que des liens nouveaux se tissent."

Louis Gill : - Effectivement, il s'agit là d'un aspect central. Le problème, c'est que les syndicats, qui devraient servir de fer de lance dans la lutte pour ces changements nécessaires, se concentrent aujourd'hui sur le thème de la réorganisation du travail. Cela n'est pas typique du Québec seulement, on peut dire que c'est généralisé. Telle qu'envisagée, il peut s'agir d'une dérive assez dangereuse, car la réorganisation du travail est vue par les syndicats dans une perspective de concertation avec le patronat. L'exemple le plus en vue en ce moment est sans doute celui des demandes en ce sens qui ont été adressées au gouvernement du Québec par les syndicats des secteurs publics et parapublics, comme moyen de contrer la réduction de la masse salariale par des congés forcés imposés par le Gouvernement. Il s'agit d'une perspective où il serait prétendument possible de trouver un terrain d'entente entre le patronat et les salarié-e-s, pour la poursuite d'intérêts

communs. La grande préoccupation actuelle des syndicats est la gestion participative et la réorganisation du travail.

On semble avoir relégué aux oubliettes la revendication traditionnelle (et j'insiste pour dire « traditionnelle », même si souvent, à partir du moment où on propose quelque chose ayant été mis de l'avant dans le passé, on se voit accusé [22] d'être nostalgique du passé et de défendre de vieilles revendications) de la réduction du temps de travail sans réduction des salaires. Une revendication qui est bien entendu repoussée catégoriquement par le patronat, pour qui la seule perspective tolérable est celle qui consiste à dire : "Au lieu de travailler 40 heures, vous allez en travailler 30, mais vous allez être payés pour 30".

Pourtant le point de départ de cette revendication est tout simplement l'amélioration des conditions matérielles de la production, donc de la productivité, ouvrant la porte à un partage du temps de travail et à une solution du chômage, à une amélioration des conditions de vie et de travail de toute la population. La possibilité matérielle de cette amélioration est à mettre au compte du capitalisme qui, dans la suite des modes de production qui l'ont précédé, a joué ce grand rôle historique de développement des forces productives et de création de la base matérielle propice à l'émancipation du travail.

Concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela signifie que, par l'accroissement des capacités productives, on a trouvé le moyen d'améliorer les conditions de vie et de travail des gens. On serait ridicules si on disait que le capitalisme a produit une paupérisation de la population. Il a jeté en dehors du travail une masse très importante de gens, qui sont devenus des « paupers » comme le disait Marx, mais il s'agit là de la façon propre au capitalisme de réduire le temps de travail. Autrement dit, le capitalisme « libère » le travail en jetant du monde au chômage, en rejetant dans les rangs des sans-emplois une masse de gens.

S'il est vrai que, sous le capitalisme, on a vu la journée de travail diminuer de plus de 12 à 8 heures par jour, ce qui est le cas depuis des décennies, il faut constater que les progrès n'ont pas arrêté depuis ! Sauf que ces progrès ne se traduisent pas dans une amélioration des conditions de vie et de travail des gens. Cela veut dire que quelque chose ne fonctionne pas : puisque la base matérielle existe et est en

place pour réduire le temps de travail, pour permettre aux gens de travailler moins et de bénéficier de plus d'heures de loisirs, cela ne devrait pourtant pas se traduire en chômage pour un grand nombre.

"Un point de départ fécond ne peut que reposer sur le regroupement large, souple, à partir de bases très minimales, mais surtout d'ouvertures, discussions, de recherche d'avenues communes."

Il y a donc eu des progrès réels, notamment sur le plan des capacités techniques et des connaissances, mais ce qui fait défaut, c'est la manière dont les fruits de ces progrès sont appropriés dans la société capitaliste. Je crois qu'il y a un travail d'éducation qui doit être fait à ce sujet. Et là, on aurait un point de départ pour revendiquer et susciter un rassemblement de type nouveau. Mais, si on part du point de vue qu'une lutte des chômeurs pour la reconnaissance de leur droit au travail s'oppose aux intérêts des salariés qui ont une sécurité d'emploi, on fait fausse route car on passe à côté de la vraie question. L'unité des uns et des autres est préalable à la réalisation d'une nécessaire transformation en profondeur des rapports sociaux.

Propos recueillis par Éric Houle et Daniel Laprès